



Stratfor, le « cabinet fantôme de la CIA », au sujet de l'Ukraine : faire reculer la Russie et se tourner vers l'Allemagne

Par [Horizons et débats](#)

Mondialisation.ca, 07 janvier 2014

horizons-et-debats.ch

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Le 10 décembre, l'un des principaux services secrets américains privés, Strategic Forecasting, Inc. (abrégé Stratfor) a publié sur son site Internet un bref rapport sur les opérations en Ukraine. Le texte est intitulé « Ukraine's Demonstrations Heat Up » [les manifestations s'échauffent en Ukraine] et décrit les procédés et les acteurs en Ukraine, commente les deux et donne des recommandations pour la politique américaine.

Stratfor est un service qui prétend offrir des analyses et des prévisions sur le plan géostratégique et concernant les conflits internationaux. Selon un commentaire bienveillant, il s'agit de rapports « concis et précis et venant rapidement aux faits ». Ensuite, toujours selon ce commentaire : « Les analyses de Stratfor en tant qu'information approfondie et rapide sur des conflits régionaux et les développements nationaux ne sont pas seulement appréciées par les milieux journalistiques, mais aussi par des institutions gouvernementales, des entreprises et des instituts scientifiques. » Le magazine américain Barron's a désigné Stratfor en 2010, en raison de ses capacités dans le domaine du renseignement, de « cabinet fantôme de la CIA ».

Stratfor a été fondée en 1966 par George Friedman. Il est président et président-directeur général de l'entreprise. En Allemagne, il est également connu comme auteur. Il a écrit le livre « Die nächsten hundert Jahre. Die Weltordnung der Zukunft » [Les cents prochaines années. L'ordre mondial de demain], paru en allemand en 2009. La thèse principale du livre est que le XXI^e siècle serait, malgré quelques revers initiaux, le siècle américain, que la Russie (et également l'Allemagne) seraient en déclin et que sur la voie vers le « Nouvel ordre mondial » une nouvelle guerre mondiale serait inévitable. Les critiques du livre disent que les pronostics présentés correspondent moins à un regard sérieux vers l'avenir – ce qui n'est de toute façon guère possible – mais plutôt aux rêves de l'auteur. Tout comme les soi-disant analyses, probablement aussi les « prévisions », relèvent plutôt des plans de certains milieux aux Etats-Unis que d'un développement logique ; car ce sont les gens qui décident de l'évolution du monde – et non pas Statfor. Et, ils peuvent parfaitement agir différemment que Stratfor le désire.

Un bref regard sur les analyses de Stratfor nous donne, cependant, quelques aperçus intéressants de la façon de penser de certains milieux américains. Sous l'angle des événements actuels en Ukraine ces aperçus sont particulièrement révélateurs, c'est pourquoi nous en citons quelques passages :

« En dehors de l'Ukraine, l'intérêt est grand de savoir ce qui se passera à l'avenir. Pour la Russie, l'avenir de l'Ukraine est étroitement lié à son propre avenir. L'Ukraine est une région qui s'étend loin dans le cœur de la Russie et si elle perdait l'Ukraine de sa sphère d'influence, la Russie ne pourrait plus se défendre. A travers l'Ukraine passe la voie de transit principale pour les sources d'énergie russes vers l'Occident, la base de l'économie russe. Cela signifie que la Russie se battra farouchement pour maintenir la plus grande influence possible en Ukraine.

Pour les Etats-Unis, le soutien des forces politiques en Ukraine représente le moyen le plus efficace pour faire reculer la Russie. Moscou a évincé Washington de manière diplomatique à plusieurs reprises ces derniers temps, entre autres concernant la Syrie et l'affaire Snowden. Le soutien américain pour les mouvements de protestation en Ukraine est un moyen de fixer l'attention de la Russie sur sa région et de la détourner de l'offensive contre les Etats-Unis.

L'acteur indiquant le ton est pourtant l'Allemagne, qui, dans le passé, a cherché à maintenir un équilibre au sein de l'Ukraine – par exemple en refusant à l'Ukraine l'adhésion à l'OTAN – pour maintenir les relations avec la Russie, le partenaire le plus important de Berlin dans la question énergétique. Selon divers rapports, l'Allemagne entretient des liens étroits avec un des manifestants-clé de l'opposition à Kiev, ce qui soulève cependant la question de savoir où l'Allemagne se positionne actuellement en ce qui concerne l'avenir de l'Ukraine et quelle sera la position ultime de l'Allemagne concernant les relations avec la Russie.

Par conséquent, les manifestations marquent un tournant, non seulement dans l'avenir de l'Ukraine, mais également concernant un des plus importants aspects en vue des relations futures entre l'Occident et la Russie et concernant la direction que l'Europe centrale prendra. »

Dans les faits, la politique allemande soutient massivement les opposants au gouvernement ukrainien et en particulier l'éventuel candidat à la présidence, Vitali Klitschko et son parti UDAR (Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme). Et cela déjà depuis plusieurs années. Le parti a été fondé en avril 2010 et s'est développé dès lors en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer, proche du parti CDU. Il y a quelques jours encore, on pouvait lire sur le site du politicien Werner Jostmeier (CDU de la Rhénanie du Nord-Westphalie), dans un texte publié le 12 décembre 2011, que la Fondation Konrad Adenauer avait chargé Klitschko « de créer un parti conservateur chrétien en Ukraine [...] ». Fin 2011, début 2012, la Fondation Konrad Adenauer a publié une « analyse », d'environ 40 pages, très détaillée sur les possibilités de coopération militaire entre l'UE et l'Ukraine :

« Potentials for the cooperation between Ukraine and the European Union in the sphere of security » [le potentiel d'une coopération entre l'Ukraine et l'Union européenne dans le domaine de la sécurité]. Sur le site de la fondation on peut lire actuellement que sur invitation de la fondation, une délégation du parti est venu à Berlin la dernière semaine de novembre 2013. La fondation elle-même a commenté la visite, entre autre, comme suit : « Il s'agit d'une préoccupation majeure de la Fondation Konrad Adenauer de conseiller le parti également dans son travail au sein du Parlement. » Pourquoi ? « D'ici à la fin de l'année, des lois déterminantes devraient être introduites en Ukraine pour l'intégration du pays au sein de l'UE. » En Allemagne, les fondations proches d'un parti politique sont financées principalement par les deniers publics. En 2011, les fondations proches d'un parti politique ont reçu plus de 400 millions d'euros des contribuables.

Enfin, il faut attirer l'attention sur les extraits d'un communiqué de presse du 26 novembre,

publié par le ministère russe des Affaires étrangères (cf. ci-dessous) donnant une autre image des événements en Ukraine que celle que les médias occidentaux nous présentent. Au sens d'un « audiatur et altera pars », il faut au moins en prendre connaissance de manière sérieuse – étant donné que ces extraits soulèvent des questions qui ont trop peu été évoquées jusqu'à présent.

Horizons et débats, 2013 – N°39, 23 décembre 2013

Commentaire du département de l'Information et de la Presse du ministère des Affaires étrangères de la Russie suite à la déclaration de l'Union européenne sur l'Ukraine, le 25 novembre 2013

Moscou a fait attention à la déclaration conjointe du 25 novembre 2013 du Président du Conseil européen Herman van Rompuy et du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso sur l'Ukraine, qui a exprimé une « extrême désapprobation de la position et des actions de la Russie » dans le contexte de la décision de l'Ukraine de suspendre le processus de préparation de la signature de l'accord d'association et la création d'une zone étendue de libre-échange avec l'UE.

Ce genre de déclarations, ainsi que d'autres annonces faites ces derniers jours par d'autres hommes politiques et leaders de l'Union européenne, suscitent de l'embarras et de la déception. En Russie, on dit « porter le blâme sur les autres ». Ils sont évidemment motivés par le désir de porter sur la Russie la responsabilité pour des problèmes causés par la politique de la pression non dissimulée sur la société ukrainienne de la part de l'Union européenne à l'égard de l'Ukraine et d'autres pays dans le cadre du « Partenariat oriental ».

La Russie a à plusieurs reprises, y compris au niveau du président Vladimir Poutine, parlé du caractère néfaste d'une telle ligne. Nous avons toujours souligné que le choix des unions économiques est une question de souveraineté de nos voisins, que nous respectons. La Russie ne proposait que de calculer les conséquences économiques de l'accord d'association avec l'UE pour nos relations commerciales et économiques, compte tenu du fait que l'UE avait ouvertement mis en garde l'Ukraine sur l'impossibilité de l'existence simultanée dans deux unions douanières avec différents niveaux de la réglementation douanière. De nombreux experts soulignent que les dividendes provenant des accords d'association avec l'UE sont évidentes seulement pour l'Union européenne. L'entrée en vigueur des articles commerciaux et économiques des accords d'association risquait de mettre l'Ukraine, ainsi que nos autres voisins, dans une longue période de problèmes économiques, de désindustrialisation, de faillite des PME agricoles et, comme conséquence, de la hausse du chômage et la baisse du niveau de vie. [...]

A cet égard, nous comprenons les raisons du gouvernement ukrainien qui l'ont poussé à « faire une pause » dans le processus de l'intégration européenne, d'envisager des mécanismes pour compenser la perte pour l'économie ukrainienne suite à l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE. On a adressé à l'Union européenne et à la Russie la proposition d'étudier conjointement cette question. Toutefois, en réponse à une telle mesure de Kiev, Bruxelles a commencé à mettre encore plus de pression sur les dirigeants ukrainiens, en essayant de les convaincre d'accepter à signer un accord à tout prix. En même temps, l'UE ne peut pas ne pas être au courant qu'une ingérence pareille dans les affaires intérieures d'un Etat souverain incite une partie de la société ukrainienne

en opposition au pouvoir à protester et mener des actions illégales contre les autorités ukrainiennes légitimes.

Nous sommes convaincus que nous devrions tous nous aspirer à ne pas créer de nouvelles lignes de division en Europe et de construire sur un pied d'égalité un espace économique européen commun avec des règles prévisibles et compréhensibles à tous nos Etats, qui répondrait à la tâche de la modernisation de nos économies, de leur technologie de pointe et l'innovation, le soutien mutuellement avantageux de la coopération industrielle.

La source originale de cet article est horizons-et-debats.ch

Copyright © Horizons et débats, horizons-et-debats.ch, 2014

Articles Par : Horizons et débats

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca